Spedizione in abbonamento postale

Anno 91° — Numero 7

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA — Roma - Martedì, 10 gennaio 1950 — SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI - TELEF. 50-139 51-236 51-554
AMMINISTRAZIONE PRESSO LA LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA GIUSEPPE VERDI 10, ROMA - TELEF. 80-033 841-737 850-144

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO

ALLA PARTE PRIMA E SUPPLEMENTI ORDINARI
In ITALIA: Abbonamento annuo L. 6024 Semestrale L. 3516 Trimestrale L. 2012 Un fascicolo L. 30.
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

ALLA PARTE SECONDA (Foglio delle inserzioni)
In ITALIA: Abbonamento annuo L. 6024 - Semestrale L. 3516 Trimestrale L. 2012 - Un fascicolo L. 30.
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

I fascicoli disguidati devono essere richiesti entro 30 giorni dalla data di pubblicazione

L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 1/2640 intestato all'Istituto Poligrafico dello Stato Libreria dello Stato - Roma

Per gli annunzi da inserire nella "Gazzetta Ufficiale,, veggansi le norme riportate nella testata della parte seconda

La «Gazzetta Ufficiale» e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico presso i negozi della Libreria dello Stato in ROMA, via XX Settembre (palazzo del Ministero delle Finanze); via del Corso n. 234 (angolo via Marco Minghetti n. 23-24); in MILANO, Galleria Vittorio Emanuele n. 3; in NAPOLI, via Chiaia n. 5; in FIRENZE, via Cavour n. 46 r; in TORINO, via Roma n. 80, e presso le Librerie depositarie di tutti i Capoluoghi di Provincia.

Le inserzioni nella Parte II della «Gazzetta Ufficiale» si ricevono in ROMA – presso la Libreria dello Stato (Ufficio inserzioni – via XX Settembre – Palazzo del Ministero delle Finanze). Le Agenzie della Libreria dello Stato in: Milano, Galleria Vittorio Emanuele n. 3 – Firenze, via Cavour n. 46 r – Napoli, via Chiaia n. 5 – Torino, via Roma n. 80, sono autorizzate ad accettare solamente gli avvisi consegnati a mano ed accompagnati dal relativo importo.

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

1949

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

CONCORSI ED ESAMI

LEGGI E DECRETI

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 18 luglio 1949, n. 987.

Esecuzione degli Accordi di carattere economico tra l'Italia e i Paesi Bassi, conclusi a Roma il 1° aprile 1949.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto l'art. 87 della Costituzione;

Sentito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Ministro per gli affari esteri, di concerto con i Ministri per il commercio con l'estero, per il tesoro, per l'industria e commercio e per le finanze;

Decreta:

Art. 1.

Piena ed intera esecuzione è data ai seguenti Accordi conclusi a Roma, fra l'Italia ed i Paesi Bassi, il 1° aprile 1949:

a) Accordo commerciale;

b) Protocollo addizionale all'Accordo commerciale;

c) Scambi di Note.

Art. 2.

Il presente decreto entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* ed ha effetto dal 1° aprile 1949.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 18 luglio 1949

EINAUDI

DE GASPERI — SFORZA — BERTONE — PELLA — LOMBARDO — VANONI

Visto, *il Guardasigilli*: GRASSI

Registrato alla Corte dei conti, addì 6 dicembre 1949
Atti del Governo, registro n. 30, *foglio n.* 111. — FRASCA

Accord commercial entre la République Italienne et le Royaume des Pays-Bas

Le Gouvernement Italien et le Gouvernement Royal Néerlandais, dans le but de régler et de développer dans toute la mesure du possible les échanges commerciaux entre leurs pays, sont convenus des dispositions suivantes:

Art. 1

Le Royaume des Pays-Bas et la République Italienne s'accorderont, suivant les dispositions en vigueur dans les deux pays, un traitement aussi favorable que possible dans l'octroi réciproque des autorisations d'importation et d'exportation.

Art. 2

Les échanges commerciaux entre la République Italienne et le Royaume des Pays-Bas seront effectués provisoirement sur la base des affaires de réciprocité soumises à l'autorisation préalable des autorités compétentes des deux Pays.

Les affaires de réciprocité seront autorisées en tenant compte de l'importance économique des produits à échanger et jusqu'à concurrence des quantités ou des valeurs qui sont fixées dans les listes *A* et *B* ci-annexées.

Les autorités compétentes des deux Pays pourront, d'un commun accord, autoriser des affaires de réciprocité globales.

Art. 3

Les opérations d'importation et d'exportation relatives à chaque affaire de réciprocité devront normalement être exécutées dans un délai non supérieur à trois mois à partir de la date de l'octroi de l'autorisation, à moins que, compte tenu de la nature particulière des échanges, les autorités compétentes des deux pays n'admettent un délai supérieur.

Art. 4

Les autorités compétentes des deux Pays suivront de part et d'autre les affaires de réciprocité non seulement en ce qui concerne leur règlement à travers les instituts désignés dans l'article 5, mais aussi en ce qui concerne l'exécution de chaque opération autorisée.

Art. 5

Le règlement des affaires de réciprocité sera effectué sur la base des dispositions prévues à l'annexe du présent Accord et selon les ententes qui auront lieu entre l'« Ufficio Italiano dei Cambi » et le « Centrale Dienst voor In-en Uitvoer ».

Art. 6

Les affaires de réciprocité qui auront été approuvées par un des deux instituts avant le 1er avril 1949 seront imputées aux contingents de l'accord échéant à cette date, même dans le cas où l'approbation de l'autre institut aura lieu après la date indiquée.

Les propositions faites par un des deux instituts à l'autre avant le 1er avril 1949 seront considérées valables seulement si les intéressés présenteront les demandes d'autorisation y afférentes avant le 1er mai prochain.

Art. 7

Pour faciliter les échanges entre les deux Pays il sera institué une Commission Mixte, composée de délégués officiels italiens et néerlandais qui sera chargée de veiller au bon fonctionnement du présent Accord. La Commission susdite sera autorisée à résoudre toutes les difficultés qui pourraient se produire à l'occasion de l'exécution de cet Accord. En outre elle fera toutes propositions tendant à améliorer les relations commerciales et financières entre les deux Pays.

Les contingents prévus dans les listes annexées au présent Accord pourront être augmentés ou modifiés par décision de la Commission Mixte. En outre des nouveaux contingents pourront être fixés par elle.

La Commission Mixte se réunira à la demande du Président d'une des deux délégations.

Art. 8

Le présent Accord entrera en vigueur à partir du 1er avril 1949. Il restera en vigueur jusqu'au 1er avril 1950.

Fait en double exemplaire à Rome, le 1er avril 1949.

Pour le Royaume des Pays-Bas
De Lynden

Pour la République Italienne
U. Grazzi

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
Sforza

Liste A

EXPORTATIONS ITALIENNES
VERS LE ROYAUME DES PAYS-BAS

Marchandises	Quantité ou valeur	
I. *Produits agricoles.*		
1. Vins et vermouth	hl.	12.000
2. Riz	t.	5.000
3. Graines de moutarde brune	»	100
4. Produits divers de pâtisserie et de confiserie	fl.	150.000
5. Graines fourragères (luzerne et trèfle)	t.	200
6. Fruits frais	»	1.000
7. Cédrats en saumure	»	500
8. Pulpe de fruits	»	100
9. Jus d'agrumes	fl.	200.000
10. Citrons	t.	5.000
11. Oranges et mandarines	»	5.000
12. Ecorces d'agrumes	»	40
13. Fruits secs (amandes, noisettes, noix, pistaches, pignons)	»	1.200
14. Choux-fleur et salade (1)	»	500
15. Herboristerie, y compris les feuilles de laurier	fl.	100.000
16. Baies de genévrier	t.	70
17. Racines et dérivés pour l'industrie pharmaceutique	fl.	200.000
18. Graines potagères, semences de fleurs et d'arbres, échalottes de semence, graines de plantes forestières, noyaux (semences) d'arbres fruitiers	»	600.000
19. Fleurs coupées	»	50.000
20. Jeunes plantes et boutures	»	25.000
21. Produits de pépinière	»	300.000
22. Fromage	t.	200
23. Poissons d'ornementation et leur nourriture	fl.	50 000
24. Conserves de poissons	»	150 000
25. Boyaux et vessies salés	fl.	75.000
26. Liqueurs et spiritueux (contre importation de liqueurs et spiritueux néerlandais)	»	100.000
II. *Matières textiles.*		
27. Chanvre	t.	300
28. Fils de chanvre	»	500
29. Crin végétal	»	300
30. Fils de soie grège	»	5
31. Fils de crêpe et de frisotine	fl.	750 000
32. Fils de déchets de soie (schappe)	»	500 000
33. Tissus de laine et de laine mélangée	»	500.000
34. Tissus en fibres artificielles, purs ou mélangés	»	6.000.000
35. Tissus pour doublure	»	2.000.000
36. Tissus en fibres artificielles pour être imprimés	»	2.000.000
37. Tissus de coton ou mixtes	fl.	2.000.000
38. Fils de coton	»	1.000 000
39. Tissus d'ameublement	»	500.000
40. Déchets de fils de coton	t.	150
41. Tissus élastiques	fl.	400.000
42. Fils de rayonne au cuivre	t.	25
43. Bas et chaussettes	fl.	2.500.000
44. Chapeaux en feutre de poil et de laine pour dames et hommes	p.	60.000
45. Cloches de chapeaux en feutre de poil et de laine	»	150 000
46. Gants de peau	fl.	250.000
47. Boutons de corozo et similaires	»	500.000
III. *Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages de ces matières.*		
48. Peaux de veaux tannés au chrome pour chaussures	»	150 000
49. Articles en cuir à l'usage technique	»	20.000
IV. *Caoutchouc et ouvrages en caoutchouc.*		
50. Fils de caoutchouc	t.	40
51. Articles en caoutchouc et simil-caoutchouc destinés à l'usage technique et médical	fl.	300.000
52. Pneumatiques et chambres à air	travail à façon selon les dispositions en vigueur	
V. *Papier et ses applications.*		
53. Papier pour l'imprimerie d'art	fl.	500.000
54. Papier à cigarettes en rouleaux et bobines	»	65 000
55. Papier à cigarettes en carnets et tubes	»	70.000
56. Papier pour condensateurs	»	30.000
57. Cellophane	»	50.000
58. Livres, journaux, périodiques et éditions musicales	»	200.000
VI. *Bois, liège et ouvrages de ces matières.*		
59. Liège brut	t.	250
60. Bois bruyère	»	10
61. Pipes en racine de bruyère	fl.	10 000
62. Bois pour appareils de TSF	»	100.000
VII. *Produits chimiques et pharmaceutiques; produits minéraux.*		
63. Huiles éthériques et essentielles d'agrumes	»	1.000.000
64. Produits chimiques divers	»	500.000
dont: sublimat fl. 70.000		
acide borique t. 50		
borax t. 200		
oxide d'étain t. 30		
65. Produits pharmaceutiques divers	»	500.000
66. Acide tartrique et crème de tartre	t.	5
67. Acide formique	»	200
68. Sel marin	»	30.000
69. Talc	»	300
70. Permanganate de potasse	»	100
71. Urée	»	150
72. Spathfluor (fluorine)	»	400
73. Souffre	»	1.000
74. Barytine	fl.	300 000
75. Pierre ponce	»	200.000
76. Extrait sec de châtaigner et extrait de sumac	t.	800
77. Sumac	»	200
78. Eponges naturelles	fl.	200 000
79. Celluloïde brute	»	800 000
80. Articles en celluloïde	»	300 000
81. Oxyde de titane	t.	100
82. Colorants d'aniline	fl.	1.000.000
83. Minium de plomb	t.	300
84. Pellicules sensibilisées, non impressionnées, y compris celles pour appareils Röntgen	fl.	600 000
85. Papier photographiques sensibilisé	»	100.000

(1) Exclusivement dans la période du 15 décembre jusqu'au 15 février.

Marchandises	Quantité ou valeur	
VIII. *Métaux; machines, appareils, outils; instruments; matériel électrotechnique; matériel de transport.*		
86. Mercure	t.	25
87. Instruments chirurgicaux et odonthologiques	fl.	300.000
88. Instruments optiques, de précision et de mesurage	»	700.000
89. Machines à coudre à l'usage domestique	p.	800
90. Machines à coudre à l'usage industriel	»	1 200
91. Machines à écrire et pièces d'étachées	fl.	2.000 000
92. Machines à calculer et pièces détachées	»	1.750 000
93. Caisses enregistreuses et pièces détachées	»	300.000
94. Compteurs d'eau	»	100 000
95. Pièces détachées pour ascenseurs	»	400.000
96. Alluminium et ses alliages en feuilles et tôles	t.	200
97. Nickel en feuilles, tôles, fils et tubes	»	100
98. Produits demi-finis en cuivre et ses alliages	»	1.000
99. Voitures automobiles	fl.	5.000 000
100. Autobus, y compris les chassis	»	700.000
101. Camionnettes	»	500.000
102. Pièces détachées pour autos, autobus et camionnettes	»	2.000.000
103. Moteurs électriques et matériaux connecteurs	»	900.000
104. Machines diverses, y compris pièces détachées	»	13.000.000
105. Pièces détachées pour bicyclettes, y compris chaînes et billes	»	500.000
106. Roulements à billes	»	3.000 000
107. Tracteurs agricoles et pièces détachées	»	1.500 000
108. Tuyaux sans soudure	»	1.500 000
109. Raccords pour tuyaux	»	450.000
110. Outils divers, y compris outils à main, outils agricoles, outils pour garage, outils pour ateliers de construction et de réparation, outils pour la fabrication de machines outils	»	2.000.000
111. Bicyclettes	»	100 000
112. Fils et câbles électriques	»	3.000 000
113. Transformateurs	»	250 000
114. Outils portatifs électriques	»	200 000
115. Redresseurs et générateurs	»	300.000
116. Appareils d'éclairage et d'allumage	»	200 000
117. Matériel téléphonique	»	300 000
118. Matériel pour amplificateurs	»	100.000
119. Appareils de communication intérieure pour bureaux	»	100 000
120. Lampes pour radio	»	150 000
121. Condensateurs électriques	»	300.000
122. Appareils électromédicals radiologiques et leurs pièces détachées	»	400 000
123. Appareils Röntgen	»	250 000
124. Appareils électriques de haute tension	»	1.000 000
125. Appareils électriques pour autos	»	100.000
126. Appareils de projection pour films normaux et leurs pièces détachées	»	150.000
127. Appareils de projection cinématographique pour films étroits	»	100.000
128. Appareils d'éclairage pour bicyclettes	»	50.000
129. Porcelaine électrotechnique, matériaux d'installation et d'isolation	»	1.100.000
IX. *Produits céramiques.*		
130. Marbre brut et équarri, y compris grenailles	»	600.000
131. Pierres de construction (granit, travertin)	»	200.000
132. Produits de l'artisanat	»	400 000
133. Ouvrages en verre technique	»	350.000
134. Corail rouge brut, demi-ouvré et ouvré	»	150.000
X. *Produits divers de l'industrie.*		
135. Feutre de laine pour papeterie	»	100.000
136. Verres et montures de lunettes et pièces détachées	»	500.000
137. Accessoires odonthologiques, y compris les dents et molaires artificielles et les brosses pour polir les dents	fl.	70.000
138. Articles techniques pour dessin et autres pour bureaux	»	400.000
139. Fournitures pour l'industrie de chaussures	»	750 000
140. Instruments de musique et pièces détachées	»	550.000
141. Tabac brut	t.	1.000
XI. *Produits divers pour l'Indonésie.*		
142. Fils de coton	»	1.000
143. Ciment d'amiante	fl.	400 000
144. Matériel électrique, commutateurs, etc.	»	200 000
145. Câbles électriques	»	500 000
146. Machines diverses	»	700 000
147. Porcelaine électrotechnique	»	100 000
148. Produits chimiques divers	»	100 000
149. Clous	»	350 000
150. Voitures automobiles et pièces détachées	»	3.000 000
151. Machines à écrire	»	350 000
152. Tissus de coton	»	6.000 000
153. Autres marchandises pour l'Indonésie	»	1.000.000
XII. *Produits divers.*		
154. Autres marchandises, y compris les moteurs pour motocyclettes de petite cylindrée	fl.	8.000.000

LISTE *B*

EXPORTATIONS NEERLANDAISES VERS L'ITALIE

Marchandises	Quantité ou valeur	
I. *Produits agricoles.*		
1. Semence d'avoine	t.	2.000
2. Orge pour brasseries	»	1.000
3. Pois secs de semence	»	200
4. Semences de betteraves sucrières	»	400
5. Semences de betteraves fourragères	»	500
6. Graines de lin de semence	»	250
7. Semences de colza	»	100
8. Graminés	»	300
9. Pommes de terre de semence	»	20.000
10. Graines de carvi	»	50
11. Graines de pavot bleu	»	500
12. Graines de moutarde blanche	»	20
13. Racines de chicorée séchées	fl.	150 000
14. Sirop de café	»	50.000
15. Beurre de cacao et produits similaires	t.	250
16. Poudre de cacao	»	250
17. Couverture de chocolat	»	550
18. Produits divers de pâtisserie et de confisérie	fl.	100.000
19. Produits vitaminés, y compris les biscuits pour l'alimentation des enfants	»	100.000
20. Flocons d'avoine	t.	100
21. Orge mondé	»	75
22. Fécule de pommes de terre (1)	»	9.500
23. Dextrine	»	450
24. Glucose	»	100
25. Apprêts et colles	»	450
26. Bière	hl.	1.500
27. Rotin lavé et trié et produits de rotin	fl.	400 000
28. Oignons à fleurs	t.	350
29. Fleurs coupées	fl.	50 000
30. Jeunes plantes et boutures	»	37 500
31. Produits de pépinière	»	200.000
32. Semences de fleurs (au maximum fl. 50.000) graines potagères et semences légumineuses à cosses	»	600.000

(1) Dont 500 tonnes en contrepartie des produits italiens exposés à la foire d'Utrecht.

Marchandises	Quantité ou valeur	
33. Fromage	t.	400
34. Beurre	»	2.000
35. Caseine présure	»	100
36. Oeufs	p.	40.000 000
37. Volaille abattue (ou à abattre)	t.	150
38. Oeufs à couver et poussins d'un jour	fl.	200.000
39. Harengs salés, fumés et séchés, y compris la qualité pour l'industrie alimentaire	»	2.500.000
40. Poissons frais, congelés, salés, séchés et fumés	t.	300
41. Conserves de poisson	fl.	150 000
42. Bovins de qualité supérieure inscrits au Herdbook	»	500 000
43. Taureaux et taurillons	têtes	250
44. Vaches et génisses	»	15 000
45. Chevaux de trait à sang froid et demi-sang	»	2.000
46. Moutons et béliers d'élevage	»	500
47. Porcs reproducteurs	»	250
48. Boyaux et vessies salés	fl.	75.000
49. Huile à noyaux pour fonderies	t.	1 000
50. Graisses techniques et acides gras	fl.	2.000.000
dont:		
oléine . . . t. 750		
stéarine . . . t. 150		
stéarates . . . t. 10		
acide gras distillé . . . t. 20		
acide gras raffiné . t. 150		
huiles sulfonisées . t. 30		
51. Huile de spermacetie (cachalot)	t.	50
52. Insecticides et désinfectants spéciaux pour semences et pour arbres	fl.	50.000
53. Liqueurs et spiritueux (contre importation de liqueurs et spiritueux italiens)	»	100.000
54. Alcools éthyliques (en importation temporaire)	hl.	6.000
II. *Matières textiles.*		
55. Lin teillé	t.	150
56. Déchets et étoupes de lin teillé pour la fabrication de papier	»	100
57. Effilochés	»	300
58. Boutons fantaisie	fl.	20 000
59. Chiffons de produits textiles	»	2.000 000
60. Laine d'effilochage	t.	75
III. *Caoutchouc et ouvrages en caoutchouc.*		
61. Déchets de caoutchouc	»	200
62. Manchettes en caoutchouc	»	10
IV. *Papier et ses applications.*		
63. Déchets de papier	»	1.000
64. Livres, journaux, périodiques et éditions musicales	fl.	200.000
V. *Produits chimiques et pharmaceutiques:*		
65. Alcools gras	t.	200
66. Benzol à l'usage industriel	»	5.000
67. Huiles essentielles et essences, huiles éthériques pour parfumeries, parfums synthétiques et constituants d'essence à l'exclusion des dérivés d'agrumes	fl.	1.000.000
68. Huiles de goudron, y compris huiles de créosote, huiles d'anthracène et carbolineum	t.	1.000
69. Cire raffinée minérale, y compris cérésine et ozochérite	»	200
70. Vaseline	»	100
71. Parasphine liquide et huiles blanches à l'usage technique	»	60
72. Alcaloïdes d'opium et de cocaïne et dérivés perfectionnés	fl.	100.000
73. Ferrocyanure de potassium et de sodium	t.	75
74. Poix pour brasseries	»	25
75. Glycérine	»	150
76. Théobromine	»	6
77. Charbon actif	»	200

Marchandises	Quantité ou valeur	
78. Encre d'imprimerie	fl.	150.000
79. Couleurs sèches	»	225.000
80. Laques	»	400.000
81. Bioxyde de manganèse	t.	500
82. Gaz liquide: propane, butane	»	1.000
83. Naphtaline raffinée	»	800
84. Anthracène purifié	»	300
85. Cyanure de soude	»	100
86. Pyridine	»	1
87. Emaux à feu vitrifiables	»	1 000
88. Sables pour verreries et métallurgies	fl.	450 000
89. Poudre de luminiscence	kg.	350
90. Couleurs et vernis d'art.	fl.	75 000
91. Produits et spécialités pharmaceutiques	»	1.000.000
dont:		
insuline . fl. 150.000		
spécialités opothérapeutiques . fl. 650.000		
92. Produits chimiques divers	»	800.000
dont:		
acide oxalique . t. 100		
gélatine pour la photographie fl. 100.000		
acide lactique . t. 50		
produits diazoïques et azoïques . fl. 60.000		
VI. *Métaux; machines, appareils, outils, instruments; matériel électrotechnique; matériel de transport.*		
93. Fonte	t.	8 000
94. Fils de molybdène, tungstène, zirconium	fl.	60 000
95. Métaux non ferreux divers	»	1.000.000
dont:		
métal blanc antifriction . . t. 100		
anode de nickel . » 60		
96. Appareils et outils pneumatiques	»	50 000
97. Instruments scientifiques et de mesure	»	300.000
98. Machines diverses, y compris les machines agricoles et pour l'industrie alimentaire	»	1.000 000
99. Bascules industrielles et balances comptoirs	»	150 000
100. Produits Philips:	»	6.600.000
machines et leurs parties fl. 1.300.000		
matières premières et produits demi-ouvrés » 2.075.000		
lampes électriques spéciales » 1.070.000		
tubes pour TSF spéciaux » 800.000		
tubes spéciaux pour l'industrie » 40.000		
appareils Röntgen . . » 400.000		
tubes Röntgen . . . . » 150.000		
amplificateurs . . . » 20.000		
appareils de mesure . » 50.000		
appareils radiation » 50.000		
rasoirs électriques à sec » 130.000		
filières » 100.000		
redresseurs de courant » 25.000		
appareils pour TSF » 10.000		
disques pour gramophones » 100.000		
produits pharmaceutiques (vitamines) . » 250.000		
publications techniques, scientifiques et de propagande » 30.000		
VII. *Produits divers originaires de l'Indonésie.*		
101. Etain	t.	800
102. Caoutchouc	»	3 000
103 Coprah	»	1 000
104. Huile de palmiste	»	1 500
105. Poivre	fl.	700 000
106. Autres épices	»	1 000 000
107. Thé	»	300.000

MARCHANDISES	Quantité ou valeur
108. Sulfate de quinquina:	
a) pour le monopole de la République italienne	kg. 18.000
b) pour le commerce privé	» 5.000
109. Ecorces de quinquina	kg. zwakb 12 000
110. Peaux brutes	fl. 500.000
111. Peaux de reptiles	» 300 000
112. Coquillages	» 500 000
113. Capoc	» 200.000
114. Gommes et résines	» 500.000
115. Tabac	» 300.000
116. Huiles essentielles	» 100.000
117. Autres marchandises	» 1.000.000
VIII. *Produits divers.*	
118. Diamants industriels	» 600.000
dont: outils diamantés fl. 100.000	
119. Diamants taillés (en importation temporaire)	» 500 000
120. Déchets d'ivoire et d'écaille de tortue	» 200 000
121. Autres marchandises	» 8.000.000

Annexe à l'Accord commercial

DISPOSITIONS RELATIVES AU RÈGLEMENT DES AFFAIRES DE RÉCIPROCITÉ

1. Les demandes d'autorisation d'affaires de réciprocité devront être faites par les contractants néerlandais (1) et italiens auprès des autorités compétentes du pays respectif.

2. Lorsque les autorités compétentes du Royaume des Pays-Bas auront donné leur consentement à une affaire de réciprocité, le « Centrale Dienst voor In-en Uit voer » (dorénavant désigné « C.D.I.U. ») donnera un numéro à l'opération envisagée et avisera télégraphiquement l'« Ufficio Italiano dei Cambi » (dorénavant désigné « U.I.C. ») de l'affaire de réciprocité, en indiquant:

numéro d'ordre assigné à l'affaire,

quantité, désignation, prix et valeur en florins néerlandais des marchandises à fournir par chaque pays,

numéros des contingents y relatifs,

noms des partenaires néerlandais et italiens,

délais de livraison prévus,

durée de validité de la transaction.

3. La procédure prévue à l'alinéa 2 ci-dessus sera suivie identiquement en Italie, où l'U.I.C., chaque fois qu'une affaire de réciprocité sera autorisée par les autorités italiennes compétentes, donnera le numéro d'ordre à l'affaire approuvée et avisera télégraphiquement le C.D.I.U. des opérations dont il s'agit en fournissant les informations prévues à l'alinéa susmentionné.

4. Lorsque l'un des deux instituts recevra de l'autre la proposition pour une affaire de réciprocité, celui-ci en informera les firmes intéressées, les invitant à présenter la demande y relative dans le délai d'un mois. La demande n'étant pas présentée dans ce délai, la proposition sera considérée annulée. L'institut en question sera informé conformément.

(1) Dans le texte de la présente annexe on entend par « néerlandais » les autorités, les particuliers, les marchandises de la zone florin.

5. Si une affaire de réciprocité proposée par le C.D.I.U. est approuvée également du côté italien, l'U.I.C. donnera à l'affaire son numéro d'ordre qu'il communiquera au C.D.I.U. avec la notification de la décision affirmative.

Si la décision des autorités italiennes compétentes est négative, celle-ci sera portée à la connaissance du C.D.I.U.

La même procédure sera suivie par le C.D.I.U. à la suite des propositions italiennes d'affaires de réciprocité.

6. Au cas où une affaire de réciprocité qui a été approuvée de part et d'autre subirait une modification quelconque concernant les données mentionnées respectivement sous 2 et 3, le C.D.I.U. et l'U.I.C. s'en informeront sans délai.

7. Les deux instituts éviteront, dans la mesure du possible, que des modifications soient apportées aux affaires de réciprocité déjà approuvées de part et d'autre.

8. Le règlement des paiements afférents aux affaires de réciprocité autorisées de part et d'autre sera effectué de la façon suivante:

a) La « Nederlandse Bank » ouvrira un compte en florins « Réciprocité Italie » au nom de l'U.I.C. Le débiteur néerlandais versera à ce compte la contrevaleur de la marchandise italienne. La « Nederlandse Bank » communiquera à l'U.I.C. les montants reçus qui seront administrés séparément pour chaque affaire, moyennant l'envoi d'avis de versement libellés en florins. Ces avis de versement tiendront lieu d'ordres de paiement; l'U.I.C. exécutera les ordres de paiement dans la mesure des montants reçus du débiteur italien participant à l'affaire de réciprocité en question.

b) Le débiteur italien versera à l'U.I.C. la contrevaleur en lires italiennes de la somme due à son créancier au change convenu entre les parties intéressées. Sitôt le paiement reçu, l'U.I.C. en donnera communication à la « Nederlandse Bank », moyennant l'envoi d'avis de versement libellés en florins. Ces avis tiendront lieu d'ordre de paiement pour la « Nederlandse Bank ». Cet institut exécutera ces ordres de paiement par le débit du compte susdit dans la mesure des paiements reçus du débiteur néerlandais participant à l'affaire de réciprocité en question.

9. Dans les affaires de réciprocité on tiendra compte des frais accessoirs afférents aux opérations (tels que frais de transport, commissions dues à des représentants ou intermédiaires, frais bancaires ou similaires).

10. Dans le but d'éliminer les difficultés qui surgissent pour le règlement des frais de transport afférents aux affaires de réciprocité, il est convenu que les marchandises à fournir par chaque pays soient livrées cif ou fob au choix des parties intéressées. Il reste toutefois entendu que — de part et d'autre — devront être fixées les mêmes conditions (cif/cif ou fob/fob) dans les contrats de réciprocité à conclure.

11. Si l'échange commercial prévu par une affaire de réciprocité ne s'effectue pas ou pas entièrement, les mesures suivantes seront prises:

a) Pour autant que la validité de la transaction serait échue et que les prestations commerciales de l'affaire de réciprocité n'auraient pas été effectuées, ni d'un côté, ni de l'autre, les montants relatifs à l'affaire versés auprès de la « Nederlandse Bank » et/ou de l'U.I.C. seront remboursés aux importateurs. Si ces montants auraient déjà été payés en faveur des créanciers, ce rem-

boursement aura lieu après reversement des montants impliqués auprès de la « Nederlandse Bank » et de l'U.I.C.

b) En ce qui concerne la partie de l'affaire de réciprocité dont une des parties aurait exécuté ses obligations sans recevoir les prestations dues par la contrepartie, le C.D.I.U. et l'U.I.C. s'entendront pour assurer un règlement équitable à cette partie de l'opération; notamment ils accorderont toutes facilités pour l'utilisation à travers la conclusion d'une nouvelle affaire, des montants réstés inutilisés.

12. Les numéros de référence italiens et néerlandais devront être indiqués dans toute la correspondence, sur tous les avis et sur les formulaires relatifs à chaque affaire de réciprocité. A partir du 1er avril 1949 la numération en vigueur sera changée.

Les frais des communications télégraphiques concernant chaque opération seront à la charge des parties contractantes.

Protocole additionnel à l'Accord commercial entre la République Italienne et le Royaume des Pays-Bas, signé a Rome le 1er avril 1949.

1. La zone florin comprend les Pays-Bas, l'Indonésie, le Surinam, l'Ile de Curaçao et les Iles adjacentes.

2. En principe les contingents fixés dans les listes *A* et *B* seront applicables à tout échange de marchandises entre un territoire de la zone florin d'une part et un territoire de la zone lire d'autre part.

Dès à présent les contingents suivants, déjà mentionnés dans les listes *A* et *B*, ont été destinés explicitement à l'exportation italienne vers l'Indonèsie et à l'exportation de l'Indonésie vers l'Italie.

A. *Exportations italiennes vers l'Indonésie.*

Fils de coton	t.	1.000
Ciment d'amiante	fl.	400.000
Matériel électrique, commutateurs etc.	»	200.000
Câbles électriques	»	500.000
Machines diverses	»	700.000
Porcelaine électrotechnique	»	100.000
Produits chimiques divers	»	100.000
Clous	»	350.000
Voitures automobiles et pièces détachées	»	3.000.000
Machines à écrire	»	350.000
Tissus de coton	»	6.000.000
Produits divers	»	1.000.000

B. *Exportations de l'Indonésie vers l'Italie.*

Etain	t.	800
Caoutchouc	»	3.000
Coprah	»	1.000
Huile de palmiste	»	1.500
Poivre	fl.	700.000
Autres épices	»	1.000.000
Thé	»	300.000
Sulfate de quinquina:		
a) pour le monopole de l'Etat Italien	kg.	18.000
b) pour le commerce privé	»	5.000
Ecorces de quinquina	kg. zwakib	12.000
Peaux bruts	fl.	500.000
Peaux de reptiles	»	300.000
Coquillages	»	500.000
Capoc	fl.	200.000
Gommes et résines	»	500.000
Tabac	»	300.000
Huiles essentielles	»	100.000
Produits divers	»	1.000.000

3. En cas de réciprocité les marchandises à exporter de l'Indonésie vers l'Italie seront échangées en premier lieu contre des marchandises italiennes destinées à l'Indonésie, et inversement. Si de pareilles transactions ne peuvent être effectuées, les autorités compétentes des deux pays pourront autoriser des exportations italiennes vers l'Indonésie en réciprocité contre des importations en Italie de produits originaires des Pays-Bas, et inversement.

4. Pour l'importation et l'exportation indiquées ci-dessus les paiements seront réglés ou bien par voie de réciprocité ou bien en monnaies tierces acceptables aux autorités des deux pays.

5. Dans le cas où les importateurs italiens auraient la convenance d'effectuer des achats de produits indonésiens contre paiement en livres sterling, le Gouvernement Italien consentira l'exportation vers l'Indonésie de produits italiens — soit prévus dans la liste *B*, soit autres agréés par les autorités compétentes des deux pays — contre paiement en livres sterling jusqu'au montant total des versements effectués dans la devise en question.

L'« Ufficio Italiano dei Cambi » et la « Nederlandse Bank » établiront les détails techniques pour l'exécution pratique de ce qui précède.

Fait en double exemplaire à Rome, le 1er avril 1949.

Pour le Royaume des Pays-Bas
DE LYNDEN

Pour la République Italienne
U. GRAZZI

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

Rome, le 1er avril 1949

Monsieur le Chargé d'Affaires,

Lors des négociations qui ont eu lieu ces jours-ci à Rome et qui ont abouti à la conclusion d'un accord commercial il est convenu que les dispositions sous les numéros 1, 2, 3 et 4 prévus dans le procès-verbal de la réunion de la Commission Mixte néerlando-italienne tenue à La Haye du 13 au décembre 1948, restent en vigueur pour la période de l'application de l'Accord commercial signé en date d'aujourd'hui.

Je vous saurais gré de bien vouloir me marquer l'accord de votre Gouvernement sur ce qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur le Chargé d'Affaires, l'assurance de ma haute considération.

U. GRAZZI

Monsieur le Baron R. B. DE LYNDEN
Chargé d'Affaires a. i. des Pays-Bas ROME

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

Rome, le 1er avril 1949

Monsieur le Ministre,

Par une lettre en date de ce jour vous avez bien voulu me faire savoir ce qui suit:

« Lors des négociations qui ont eu lieu ces jours-ci à Rome et qui ont abouti à la conclusion d'un accord commercial il est convenu que les dispositions sous les numéros 1, 2, 3 et 4 prévus dans le procès-verbal de la réunion de la Commission Mixte néerlando-italienne tenue à La Haye du 13 au décembre 1948, restent en vigueur pour la période de l'application de l'Accord commercial signé en date d'aujourd'hui.

Je vous saurais gré de bien vouloir me marquer l'accord de votre Gouvernement sur ce qui précède ».

J'ai l'honneur de vous marquer l'accord du Gouvernement Royal des Pays-Bas sur ce qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

DE LYNDEN

Monsieur Umberto GRAZZI
Ministre Plénipotentiaire
Directeur Général des Affaires Economiques
au Ministère des Affaires Etrangères - ROME

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 20 agosto 1949, n. 988.

Approvazione del nuovo statuto della Società « Dante Alighieri », con sede in Roma.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto lo statuto deliberato dal 42° e 43° Congresso della Società « Dante Alighieri », col quale viene modificato lo statuto in vigore;

Visti gli atti;

Visto il decreto luogotenenziale 30 novembre 1945, n. 787;

Udito il parere del Consiglio di Stato;

Visto l'art. 16 del Codice civile;

Sulla proposta del Presidente del Consiglio dei Ministri, Primo Ministro Segretario di Stato, di concerto coi Ministri per gli affari esteri e per la pubblica istruzione;

Decreta:

E' approvato lo statuto della Società « Dante Alighieri », con sede in Roma, deliberato dal 42° e 43° Congresso composto di sedici articoli ed una disposizione transitoria.

Detto statuto sarà munito di visto e sottoscritto dal Presidente del Consiglio dei Ministri.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 20 agosto 1949

EINAUDI

DE GASPERI — SFORZA — GONELLA

Visto, *il Guardasigilli*: GRASSI
Registrato alla Corte dei conti, addì 3 gennaio 1950
Atti del Governo, registro n. 31, foglio n. 10. — FRASCA

Statuto della « Dante Alighieri »

Art. 1.

La « Dante Alighieri » ha lo scopo di tutelare e diffondere la lingua e la cultura italiana nel mondo, tenendo alto dovunque il sentimento d'italianità, ravvivando i legami spirituali dei connazionali all'estero con la madre patria e alimentando tra gli stranieri l'amore e il culto per la civiltà italiana.

Art. 2.

Per il conseguimento delle sue finalità, a mezzo dei Comitati all'estero, la « Dante Alighieri » istituisce e sussidia scuole, biblioteche, circoli e corsi di lingua e di cultura, diffonde libri e pubblicazioni, promuove conferenze, escursioni culturali e manifestazioni artistiche e musicali, assegna premi e borse di studio e si avvale di qualunque altra idonea iniziativa; a mezzo dei Comitati in Italia partecipa alle attività intese ad accrescere ed ampliare la cultura della nazione e promuove ogni manifestazione rivolta ad illustrare l'importanza della diffusione della lingua, della cultura e delle creazioni del genio e del lavoro italiano.

Art. 3.

La « Dante Alighieri » è una Società costituita da soci riuniti in Comitati locali e in Sezioni da questi dipendenti.

E' diretta da un Consiglio centrale ed ha sede in Roma, Palazzo Firenze.

Art. 4.

Possono far parte della Società gli enti pubblici e privati e le persone di riconosciuta onorabilità che accettano il presente statuto, indipendentemente da ogni particolare nazionalità, confessione e ideologia politica.

Sull'ammissione, dimissione ed esclusione del socio deliberano i Comitati a norma del regolamento.

Art. 5.

I soci si distinguono in:

1) benemeriti, per segnalati servigi, elargizioni e donazioni cospicue fatte alla Società;

2) perpetui, che pagano una volta tanto una determinata quota;

3) ordinari, che pagano annualmente una determinata quota;

4) aggregati, e cioè alunni delle scuole primarie italiane, che pagano annualmente una determinata quota.

Il Consiglio centrale stabilisce i contributi e le quote dei soci perpetui, ordinari e aggregati. Esso ha la facoltà di ridurre la quota annuale dei soci ordinari per eventuali categorie.

Art. 6.

Per la costituzione di un Comitato all'interno è necessario il numero minimo di cinquanta soci di età superiore ai 18 anni, e per i Comitati all'estero di venticinque. Ove tale numero non venga raggiunto, potrà essere costituita una Sezione alle dipendenze del Comitato più vicino.

All'estero, dove non sia possibile costituire nè un Comitato nè una Sezione, i soci, quando siano almeno nove, possono, con il consenso del Consiglio centrale, costituirsi in Rappresentanza.

La costituzione dei Comitati è ratificata dal presidente della Società.

Per gravi e comprovati motivi, il Consiglio centrale ha facoltà di sciogliere un Comitato o una Rappresentanza, che pertanto cessano di far parte della Società. Essi possono appellarsi al prossimo Congresso.

I soci residenti nei centri ove non esistano Comitati o Sezioni oppure, per l'estero, Rappresentanze, potranno, individualmente, iscriversi presso il Comitato viciniore, o presso la Sede centrale.

Art. 7.

I Comitati curano le iscrizioni dei soci e promuovono ogni iniziativa rivolta ad attuare i fini della Società.

In armonia con le disposizioni del presente statuto e del regolamento e, per quanto si riferisce ai Comitati e alle Rappresentanze all'estero, con le leggi locali, essi provvedono all'ordinamento proprio e a quello delle eventuali Sezioni dipendenti.

I Comitati eleggono il proprio presidente e il proprio Consiglio direttivo, a norma di regolamento. Hanno diritto di voto i soci aventi almeno 18 anni. Per la eleggibilità alle diverse cariche sociali occorrono 21 anni compiuti. Il diritto di voto attivo e passivo si acquista tre mesi dopo l'iscrizione. I Comitati all'estero eleggono i propri dirigenti in conformità alle disposizioni dei rispettivi statuti.

Allo scopo di meglio e più intensamente perseguire i fini sociali, ciascun Comitato costituisce nel proprio seno un Sottocomitato femminile, uno studentesco ed uno operaio.

Entro il mese di marzo di ogni anno i Comitati trasmettono al Consiglio centrale il rendiconto morale e finanziario della propria gestione. I Comitati all'estero comunicano al Consiglio centrale la relazione morale ed il bilancio dell'esercizio non appena siano stati approvati dall'assemblea annuale.

Art. 8.

La « Dante Alighieri » provvede allo svolgimento della sua attività con i contributi delle varie categorie di soci, nonchè di enti e di singoli e con i redditi del patrimonio sociale.

Vanno in aumento del patrimonio inalienabile della Società:

a) le quote dei soci perpetui;

b) le eredità, i lasciti, i legati e le donazioni senza speciale destinazione, anche se assegnate a singoli Comitati. Tuttavia, in questo caso, il frutto di tali liberalità rimane a disposizione del Comitato beneficiario.

I Comitati esistenti in Italia rispondono dei loro introiti al Consiglio centrale e li pongono a sua disposizione, detratte le somme ad essi riservate dalle norme regolamentari.

I Comitati e le Rappresentanze all'estero dispongono integralmente dei propri introiti per il conseguimento dei fini sociali.

L'anno finanziario va dal 1° gennaio al 31 dicembre.

Art. 9.

Il Consiglio centrale della Società è composto di un presidente e di altri ventisei membri eletti dal Congresso, ai sensi del successivo art. 12: di essi, non più della metà possono essere presidenti di Comitati e almeno un terzo debbono risiedere a Roma

Il presidente ha la rappresentanza legale della Società, dura in carica quattro anni e può essere rieletto. Gli altri membri del Consiglio centrale durano in carica quattro anni, si rinnovano per metà ogni due anni, a turno d'anzianità, e sono rieleggibili.

Il Consiglio centrale elegge nel proprio seno due o più vicepresidenti, un delegato alla sovraintendenza dei conti ed un segretario, i quali tutti, con il presidente, costituiscono l'Ufficio di presidenza, da cui dipende la Segreteria generale della Società con tutto il personale.

Qualora il presidente dovesse cessare dalla carica, il Consiglio centrale delibera quale dei consiglieri debba assumerne le funzioni fino alle nuove elezioni. Ove tutto il Consiglio fosse dimissionario, la gestione della Società è assunta dai revisori dei conti, i quali hanno l'obbligo di indire le elezioni entro due mesi.

Art. 10.

Il Consiglio centrale esegue le deliberazioni del Congresso; provvede al conseguimento degli scopi sociali; coordina, vigila, assiste i Comitati nelle loro attività; delibera le spese straordinarie, decreta le ricompense di primo grado (medaglia d'oro « Pasquale Villari », medaglia d'oro « Paolo Boselli »).

Esso risponde dei suoi atti verso il Congresso.

Si raduna di norma almeno ogni due mesi e tutte le volte che il presidente ritenga opportuno convocarlo, o ne sia richiesto da un terzo dei consiglieri.

Le sue adunanze sono valide con la presenza, in seconda convocazione, di almeno un terzo dei suoi componenti. I consiglieri che non abbiano partecipato a cinque sedute consecutive, senza giustificato motivo, possono essere dichiarati decaduti dalla carica.

Art. 11.

Il Consiglio centrale ha facoltà di nominare consiglieri emeriti i consiglieri centrali che abbiano acquistato alte benemerenze verso la Società. Essi sono nominati a vita e il loro numero massimo è di venti. Possono essere chiamati a partecipare, con voto consultivo, alle adunanze del Consiglio centrale, che può affidare loro missioni ed incarichi speciali.

Art. 12.

Il Congresso della « Dante » si riunisce ogni anno e possono intervenirvi tutti i soci regolarmente tesserati, ma il diritto di discussione e di voto è riservato ai soci delegati.

I Comitati possono nominare delegato qualunque dei propri soci, ma nessun socio può avere più di una delega e disporre, pertanto, di più di un voto in seno al Congresso. I Comitati in Italia provvedono alla nomina dei loro delegati nella misura di uno ogni cinquanta soci per i primi cinquecento e, oltre tale numero, di uno ogni cinquecento. I Comitati e le Rappresentanze all'estero provvedono alla nomina dei loro delegati nella misura di uno fino a duecento soci. Se i soci superano il numero di duecento, nominano un delegato per ogni ulteriore gruppo di trecento o frazione di esso.

I Comitati che non abbiano fatto pervenire al Consiglio centrale il loro rendiconto morale e finanziario e, per quelli esistenti in Italia, che non abbiano eseguito i relativi versamenti non possono inviare delegati al Congresso.

Il Congresso elegge il proprio Ufficio di presidenza e gli scrutatori delle varie votazioni.

Spetta al Congresso esaminare il rendiconto morale e finanziario della Società, presentato dal Consiglio centrale; discutere il bilancio consuntivo sulla relazione dei revisori dei conti; deliberare sugli argomenti iscritti all'ordine del giorno; eleggere il presidente, i membri del Consiglio centrale ed i revisori dei conti della Società. E' parimenti di competenza del Congresso designare la città in cui dovrà radunarsi il Congresso successivo.

I delegati che non possano presenziare al Congresso hanno facoltà di partecipare all'elezione del presidente, dei consiglieri centrali e dei revisori dei conti, inviando le loro schede al Consiglio centrale, tramite la presidenza del Comitato rispettivo ed in conformità delle norme regolamentari di esecuzione del presente statuto.

Art. 13.

Il Collegio dei revisori dei conti è costituito da tre membri, che adempiono il loro mandato di revisione amministrativa e contabile durante il corso degli esercizi finanziari per i quali sono stati eletti. Durano in carica due anni e sono rieleggibili.

Essi presentano al Congresso della Società una relazione sul bilancio consuntivo dell'esercizio precedente.

Art. 14.

Tutte le cariche elettive della Società sono gratuite.

Art. 15.

Eventuali modifiche del presente statuto debbono essere discusse e deliberate dal Congresso della Società.

Le proposte di modifiche possono venir formulate dal Consiglio centrale o presentate alla presidenza della Società da almeno un sesto dei Comitati. In entrambi i casi, esse debbono essere comunicate ai Comitati almeno tre mesi prima della convocazione del Congresso.

Le conseguenti deliberazioni debbono essere prese da almeno due terzi dei delegati presenti.

Art. 16.

Il Consiglio centrale provvede a stabilire le norme regolamentari di esecuzione del presente statuto.

Disposizione transitoria.

Per la prima applicazione del presente statuto il presidente ed i revisori dei conti attualmente in carica vi restano rispettivamente il primo fino al 1952 ed i secondi al 1950.

I consiglieri centrali che uscirebbero di carica nel 1949 la conservano fino al 1950.

Le norme sopratrascritte sono quelle deliberate dal 42° e 43° Congresso della Società « Dante Alighieri » a modifica dello statuto attualmente in vigore.

p. *Il Presidente della Società « Dante Alighieri »*
ARANGIO RUIZ

Visto, *Il Presidente del Consiglio dei Ministri*
DE GASPERI

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 20 ottobre 1949, n. 989.

Modificazioni allo statuto dell'Università degli studi di Roma.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Veduto lo statuto dell'Università degli studi di Roma, approvato con regio decreto 20 aprile 1939, n. 1350 e modificato con regi decreti 26 ottobre 1939, n. 1734, 26 ottobre 1940, n. 2069, 4 maggio 1942, n. 565, 24 luglio 1942, n. 949, 24 agosto 1942, n. 1098, 24 ottobre 1942, n. 1672, con decreti del Capo provvisorio dello Stato 12 aprile 1947, n. 461 e 31 dicembre 1947, n. 1758, e con decreto del Presidente della Repubblica 24 dicembre 1948, n. 1619;

Veduto il testo unico delle leggi sull'istruzione superiore, approvato con regio decreto 31 agosto 1933, numero 1592;

Vedute le proposte di modifica allo statuto formulate dalle autorità accademiche dell'Università anzidetta;

Riconosciuta la particolare necessità di approvare le nuove modifiche proposte;

Sentito il parere del Consiglio superiore della pubblica istruzione;

Sulla proposta del Ministro per la pubblica istruzione;

Decreta:

Articolo unico.

Lo statuto dell'Università degli studi di Roma, approvato e modificato con i decreti sopraindicati, è così ulteriormente modificato:

Dopo l'art. 142 vengono inseriti i seguenti nuovi articoli col conseguente spostamento della numerazione degli articoli successivi.

Gli articoli dal 238 al 245 vengono abrogati.

TITOLO XV.

Scuola speciale per bibliotecari e archivisti paleografi.

Art. 143. — La scuola speciale per bibliotecari e archivisti paleografi si propone di fornire la preparazione scientifica e tecnica, particolarmente paleografica, a coloro che intendano dedicarsi al governo delle biblioteche e degli archivi pubblici, e altresì di perfezionare coloro che, appartenendo al personale di quegli istituti, già abbiano iniziato tale preparazione.

Art. 144. — Alla scuola possono iscriversi i laureati in lettere o in filosofia o in giurisprudenza o in scienze politiche (questi ultimi purchè provvisti del diploma di maturità classica).

Agli iscritti si applicano per quanto concerne le tasse e sopratasse, le disposizioni stabilite per gli studenti della Facoltà di lettere e filosofia.

Art. 145. — Il corso della scuola ha la durata di due anni e si distingue in due indirizzi, i quali conducono ai diplomi:

a) di bibliotecario-paleografo;

b) di archivista-paleografo.

All'atto dell'iscrizione gli allievi debbono dichiarare l'indirizzo prescelto. Durante il corso è consentito il passaggio da un indirizzo all'altro su conforme parere del Consiglio della scuola.

Art. 146. — Gli insegnamenti costitutivi della scuola sono i seguenti:

1) antichità medioevali;
2) archivistica con esercitazioni;
3) bibliografia e biblioteconomia con esercitazioni;
4) diplomatica;
5) filologia romanza;
6) istituzioni giuridiche medioevali e moderne;
7) lingua e letteratura latina medioevale;
8) paleografia greca e papirologia;
9) paleografia latina;
10) papirologia giuridica;
11) storia della lingua italiana;
12) storia della tradizione manoscritta;
13) storia delle arti decorative del manoscritto e del libro;
14) storia dell'ordinamento amministrativo e giudiziario dei singoli Stati italiani;
15) storia del Risorgimento;
16) storia medioevale;
17) storia moderna.

Questi insegnamenti sono impartiti o come corsi ufficiali o come parte dei corsi ufficiali di altri insegnamenti più comprensivi delle Facoltà di lettere e filosofia e di giurisprudenza.

Il Consiglio della scuola deve controllare e approvare i piani di studio presentati dagli allievi, ai quali può prescrivere, o semplicemente raccomandare, la frequenza di corsi di insegnamenti, anche diversi da quelli sopra enumerati, impartiti nella Facoltà di lettere e filosofia o in altra Facoltà, che abbiano particolare interesse ai fini della scuola.

Art. 147. — Sono insegnamenti fondamentali:

a) per gli allievi che aspirino al diploma di bibliotecario-paleografo:

1) bibliografia e biblioteconomia con esercitazioni (biennale);
2) paleografia latina (biennale);
3) paleografia greca e papirologia;
4) storia delle arti decorative del manoscritto e del libro;
5) lingua e letteratura latina medioevale;
6) storia della tradizione manoscritta;
7) archivistica con esercitazioni;

b) per gli allievi che aspirino al diploma di archivista-paleografo;

1) archivistica con esercitazioni (biennale);
2) paleografia latina (biennale);
3) diplomatica (biennale);
4) istituzioni giuridiche medioevali e moderne (biennale);
5) storia dell'ordinamento amministrativo e giudiziario dei singoli Stati italiani;
6) antichità medioevali;
7) bibliografia e biblioteconomia con esercitazioni.

Sono insegnamenti complementari comuni ai due indirizzi i rimanenti e quelli fra i fondamentali che non siano propri dell'indirizzo prescelto.

Per essere ammessi a sostenere l'esame di diploma gli allievi debbono aver seguito i corsi e superato gli esami negli insegnamenti fondamentali propri dell'indirizzo prescelto e almeno in uno od eventualmente due o tre o quattro dei complementari, con l'obbligo di includere fra questi, qualora non ne abbiano seguito i corsi e superato gli esami come studenti delle Facoltà di lettere e filosofia o di giurisprudenza:

a) se aspiranti al diploma di bibliotecario-paleografo: filologia romanza, storia medioevale e storia moderna;

b) se aspiranti al diploma di archivista-paleografo: lingua e letteratura latina medioevale, storia medioevale, storia moderna e storia del Risorgimento.

Gli allievi possono sostenere al termine del primo anno di iscrizione esami biennali negli insegnamenti costitutivi della scuola di cui abbiano seguito i corsi durante l'anno precedente come studenti della Facoltà di lettere e filosofia e di giurisprudenza.

L'esame di paleografia latina è preceduto dalla trascrizione con illustrazione critica e, se il caso, transunto di un testo letterario o documentario, a seconda che trattasi di aspiranti al diploma di bibliotecario-paleografo o a quello di archivista-paleografo.

Le esercitazioni pratiche di bibliografia, di biblioteconomia e di archivistica (lavori di ordinamento, catalogazione, ecc.) si fanno presso biblioteche e archivi pubblici, da designarsi a cura del Consiglio della scuola previa intese con i capi di tali istituti.

Gli allievi debbono pure dimostrare con titoli o con esami:

a) se aspiranti al diploma di bibliotecario-paleografo, di conoscere la lingua francese e la lingua inglese o tedesca, di sapere adoperare materiali bibliografici inglesi, tedeschi e spagnoli e di avere nozioni pratiche di schedatura in altre lingue;

b) se aspiranti al diploma di archivista-paleografo, di conoscere la lingua francese e di avere elementi di altre due lingue estere, fra le quali l'inglese o la tedesca.

Art. 148. — L'esame di diploma consiste nella presentazione e discussione orale di una dissertazione scritta su di un tema:

di bibliografia o di biblioteconomia o di storia delle arti decorative del manoscritto e del libro per gli aspiranti al diploma di bibliotecario-paleografo;

di archivistica o di diplomatica o di storia dell'ordinamento amministrativo e giudiziario dei singoli Stati italiani per gli aspiranti al diploma di archivista-paleografo;

di paleografia latina o di paleografia greca o di papirologia o di storia della tradizione manoscritta per gli uni e per gli altri.

Art 149. — Agli iscritti che durante gli studi universitari abbiano seguito un corso di paleografia latina e superato il relativo esame o che siano provvisti di diploma rilasciato da una scuola di paleografia italiana o estera, può eccezionalmente essere concessa, a domanda, l'abbreviazione di un anno di corso, quando il Consiglio della scuola lo riconosca giustificato in rapporto ai titoli presentati dai richiedenti a documento della loro preparazione specifica.

A coloro che, essendo provvisti di uno dei due diplomi rilasciati dalla scuola o dalla scuola speciale per bibliotecari e archivisti paleografi dell'Università degli studi di Firenze, aspirino all'altro, e a coloro che appartengano ai ruoli del personale di gruppo A delle biblioteche governative o degli archivi di Stato e rispettivamente aspirino al diploma di bibliotecario-paleografo o a quello di archivista-paleografo, l'abbreviazione è concessa di diritto.

Agli effetti del terzo comma dell'art. 147 gli allievi ai quali sia concessa l'abbreviazione, debbono seguire i corsi e superare gli esami negli insegnamenti fondamentali propri dell'indirizzo prescelto, sostenendo come annuali gli esami biennali; e, su conforme parere del Consiglio della scuola, possono essere dispensati in tutto o in parte dal seguire i corsi e sostenere gli esami negli insegnamenti complementari, se in questi stessi insegnamenti abbiano seguito i corsi e superato gli esami durante gli studi universitari. Hanno di diritto tale dispensa coloro ai quali sia concessa l'abbreviazione ai sensi del comma precedente.

Art. 150. — Agli allievi e ai diplomati possono essere conferiti, su proposta del Consiglio della scuola, sussidi per visitare biblioteche o archivi, italiani o esteri, e borse di perfezionamento.

Il numero e la misura delle borse e dei sussidi sono determinati annualmente dal Consiglio della scuola in relazione alle disponibilità finanziarie.

Il concorso alle borse è per titoli, secondo le norme che saranno fissate dal Consiglio della scuola.

Gli attuali articoli dal 214 al 221 vengono sostituiti dai seguenti col relativo spostamento della numerazione degli articoli successivi.

Scuola di archeologia.

Art. 214. — La scuola di archeologia si propone il compito di promuovere il perfezionamento nelle discipline archeologiche e di fornire la preparazione scientifica e l'addestramento pratico ai giovani che intendono dedicarsi allo studio della storia dell'arte e delle antichità classiche e al governo dei monumenti, musei e scavi di antichità.

Art. 215. — Alla scuola possono iscriversi i laureati in lettere. Il corso della scuola ha la durata di tre anni.

Art. 216. — Gli insegnamenti costitutivi della Scuola sono: 1) Archeologia e storia dell'arte greca e romana; 2) Storia romana con esercitazioni di epigrafia romana; 3) Epigrafia greca; 4) Antichità greche e romane; 5) Etruscologia e archeologia italica, 6) Topografia romana: 7) Topografia dell'Italia antica; 8) Paletnologia; 9) Numismatica; 10) Archeologia dell'Africa romana.

Art. 217. — La scuola potrà inoltre promuovere lezioni speciali ed esercitazioni pratiche di: 1) Elementi di disegno, cartografia, architettura e rilievo di monumenti; 2) Elementi di mineralogia e geologia applicati all'archeologia; 3) Tecnica degli scavi; 4) Tecnica del restauro; 5) Catalogo e ordinamento dei musei.

Art. 218. — Il corso di studio si distingue in quattro indirizzi: 1) Storia dell'arte antica; 2) Epigrafia e antichità; 3) Topografia archeologica; 4) Preistoria e protostoria.

Ciascun indirizzo comprende sette insegnamenti. Il Consiglio della scuola indicherà, all'inizio del corso di studi di ciascun allievo, in rapporto con l'indirizzo da lui prescelto e previo un esame del precedente curricolo di studi, i sette insegnamenti costitutivi della scuola nei quali egli dovrà compiere il suo perfezionamento. Gli prescriverà inoltre le lezioni speciali e le esercitazioni pratiche che riterrà opportune.

Art. 219. — Al termine di ciascuno dei primi dei due anni gli allievi dovranno dimostrare la loro preparazione attraverso prove di maturità nei sette insegnamenti indicati a ciascuno dal Consiglio della scuola. Di tali prove quattro saranno sostenute nel primo anno; tre nel secondo anno. Esse potranno avere carattere di colloquio sia sopra il corso, sia sopra un argomento speciale assegnato dal professore o proposto dall'allievo ed accettato dal professore. Due di sette prove, indicate

a ciascun allievo dal Consiglio della scuola una nel primo e l'altra nel secondo anno, avranno la forma di saggio scritto.

Art. 220. — Il Consiglio della scuola si riserva di prendere gli opportuni accordi con le Soprintendenze e le Direzioni dei musei e degli scavi per agevolare il tirocinio degli allievi e di determinare i programmi dei saggi di scavo, dei sopraluoghi e dei viaggi d'istruzione da compiere di preferenza durante i periodi di vacanza dei primi due anni.

Art. 221. — Nel terzo anno gli allievi debbono a loro scelta recarsi in Grecia a compiere il loro perfezionamento presso la Scuola archeologica italiana di Atene, oppure svolgere in Italia un programma di studio concordato con il Consiglio della scuola, consistente nella partecipazione ad uno scavo appositamente organizzato e, a seconda dei casi, in viaggi, ricognizioni archeologiche od epigrafiche, lavori di catalogazione nei musei, ricerche bibliografiche, ecc.

Gli allievi sono tenuti a presentare una relazione scritta dell'attività da loro svolta.

Il viaggio in Grecia per il perfezionamento è obbligatorio per gli allievi che siano forniti di una delle borse di studio concesse a norma del regio decreto 24 maggio 1926, n. 1113. In caso di assoluta impossibilità il Consiglio della scuola si riserva di indicare il modo di sostituirlo.

Art. 222. — Compiuto il terzo anno, gli allievi debbono presentare una dissertazione scritta, di carattere critico, che dia prova della loro maturità scientifica. Se questa dissertazione e la relativa discussione orale hanno l'approvazione della Commissione giudicatrice, è rilasciato all'allievo il diploma di perfezionamento.

Art. 223. — Il Consiglio della scuola si riserva, in via del tutto eccezionale, la facoltà di concedere l'ammissione al secondo anno della scuola a quegli aspiranti che per gli studi precedentemente compiuti ne siano meritevoli a parere unanime del Consiglio stesso.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 20 ottobre 1949

EINAUDI

GONELLA

Visto, *il Guardasigilli*: GRASSI
Registrato alla Corte dei conti, addì 3 gennaio 1950
Atti del Governo, registro n. 31, foglio n. 5. — FRASCA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 3 agosto 1949, n. 990.

Cambiamento della denominazione della « Fondazione Enrico Garda per le Forze armate dell'Impero ».

N. 990. Decreto del Presidente della Repubblica 3 agosto 1949, col quale, sulla proposta del Presidente del Consiglio dei Ministri, d'intesa col Ministro per la difesa, la « Fondazione Enrico Garda per le Forze armate dell'Impero » assume la denominazione « Fondazione Enrico Garda per le Forze armate », e ne viene approvato il nuovo statuto organico.

Visto, *il Guardasigilli*: GRASSI
Registrato alla Corte dei conti, addì 27 dicembre 1949

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 17 maggio 1949.

Trasferimento in proprietà dell'Opera nazionale per i combattenti del fondo « San Martino a Coltura », sito nel comune di Castelvolturno.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Veduta la decisione in data 2 febbraio 1949 del Collegio centrale arbitrale — costituito ai sensi dell'art. 30 del regolamento legislativo approvato con regio decreto-legge 16 settembre 1926, n. 1606, modificato con regio decreto-legge 30 marzo 1933, n. 291 — con la quale, su richiesta dell'Opera nazionale per i combattenti, è stato riconosciuto e dichiarato che il fondo qui appresso indicato si trova nelle condizioni previste dal citato regolamento legislativo perchè se ne possa disporre il trasferimento al patrimonio dell'Opera stessa:

fondo denominato « San Martino a Coltura » di pertinenza, come dagli atti, della ditta Traettino Luigi di Antonio e comune di Castelvolturno, riportato nel catasto del comune di Castelvolturno, in testa alla ditta Traettino Luigi di Antonio, livellario al comune di Castelvolturno, partita 655, foglio di mappa 25, particella 28, foglio di mappa 24, particelle 33, 61, 63, per la superficie complessiva di Ha. 3.12.80 e con l'imponibile di L. 375,37.

Il suddetto fondo è costituito di tre appezzamenti:

il primo corrispondente alla particella 28 del foglio di mappa 25, confina con i terreni di proprietà Pavoncelli Nicola fu Giuseppe e Giuseppe di Nicola, Conte Angelina ed altri, con la strada vicinale « San Martino a Coltura », con la strada provinciale Capua-Castelvolturno;

il secondo corrispondente alla particella 33 del foglio di mappa 24, confina con i terreni di proprietà di Stasio Marianna fu Giuseppe e con i due rami della strada vicinale « San Martino a Coltura »;

il terzo corrispondente alle particelle 61 e 63 del foglio di mappa 24, confina con i terreni di proprietà di Noviello Giuseppe fu Carmine, Buffardi Nicola fu Giuseppe, con la strada provinciale Capua-Castelvolturno, salvo se altri;

Veduta l'istanza dell'Opera anzidetta, presentata il 2 aprile 1949 e intesa a conseguire l'indicato trasferimento;

Veduto il piano sommario di trasformazione colturale dei terreni e ritenuta la convenienza, ai fini dell'Opera, che esso sia effettuato;

Veduto il sopracitato regolamento legislativo ed i decreti successivi in materia;

Sulla proposta del Ministro Segretario di Stato per l'agricoltura e per le foreste, di concerto con il Ministro Segretario di Stato per l'interno;

Decreta:

Art. 1.

Il fondo « San Martino a Coltura » sopradescritto è trasferito in proprietà dell'Opera nazionale per i combattenti.

Art. 2.

E' ordinata la immediata occupazione del fondo stesso, da parte dell'Opera nazionale per i combattenti, la quale dovrà depositare alla Cassa depositi e prestiti la somma di L. 45.000 (quarantacinquemila) da essa of-

ferta come indennità e non accettata dagli aventi diritto, in attesa della definitiva liquidazione e dello svincolo a norma del citato regolamento.

Il Ministro proponente è incaricato della esecuzione del presente decreto che sarà inviato alla Corte dei conti per la registrazione.

Dato a Roma, addì 17 maggio 1949

EINAUDI

SEGNI — SCELBA

Registrato alla Corte dei conti, addì 5 ottobre 1949
Registro Agricoltura e foreste n. 30, foglio n. 234. — GIORDANO

(15)

DECRETO MINISTERIALE 5 settembre 1949.

Cambio di denominazione della Delegazione di spiaggia di Portolongone in Porto Azzurro (Compartimento marittimo di Livorno).

IL MINISTRO PER LA MARINA MERCANTILE
DI CONCERTO CON
I MINISTRI PER LA DIFESA E PER IL TESORO

Visto il regio decreto 3 marzo 1938, n. 243, che approva la nuova tabella delle circoscrizioni territoriali della Marina mercantile e le successive modificazioni;

Visto il decreto del Capo provvisorio dello Stato 6 maggio 1947, n. 476, con il quale viene disposto il cambio di denominazione del comune di Portolongone in quella di Porto Azzurro;

Ritenuta la necessità di cambiare in conseguenza anche la denominazione della Delegazione di spiaggia di Portolongone;

Visto l'art. 10 del regio decreto-legge 16 luglio 1924, n. 1358, convertito nella legge 18 marzo 1926, n. 562, che consente di apportare modifiche con decreto Ministeriale alla tabella delle circoscrizioni marittime per quanto riguarda gli uffici marittimi locali e le delegazioni di spiaggia;

Decreta:

La denominazione della Delegazione di spiaggia di Portolongone è variata in Porto Azzurro.

Il presente decreto sarà comunicato alla Corte dei conti per la registrazione ed andrà in vigore dalla data della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 5 settembre 1949

Il Ministro per la marina mercantile
SARAGAT

p. *Il Ministro per la difesa*
MEDA

Il Ministro per il tesoro
PELLA

Registrato alla Corte dei conti, addì 19 dicembre 1949
Registro Marina mercantile n. 13, foglio n. 65. — CILLI

(61)

DECRETO MINISTERIALE 26 dicembre 1949.

Proroga della gestione commissariale del Consorzio agrario provinciale di Modena.

IL MINISTRO
PER L'AGRICOLTURA E PER LE FORESTE

Visto il decreto legislativo 7 maggio 1948, n. 1235;

Visto l'art. 2543 del Codice civile;

Visto il decreto Ministeriale 5 dicembre 1945, con il quale l'ing. Antonio Notari è stato nominato, a norma dell'abrogata legge 18 maggio 1942, n. 566, commissario governativo del Consorzio agrario provinciale di Modena;

Considerato che il suddetto Consorzio non ha potuto provvedere alla ricostituzione dei normali organi amministrativi, a norma del citato decreto legislativo 7 maggio 1948, n. 1235;

Attesa, quindi, la opportunità di ordine tecnico di prorogare la gestione straordinaria del Consorzio stesso e di conferire al commissario i poteri dell'assemblea generale per l'approvazione del bilancio dell'esercizio 1948 ed il relativo riparto degli utili;

Decreta:

Art. 1.

La gestione straordinaria del Consorzio agrario provinciale di Modena è prorogata fino al 30 aprile 1950 e l'ing. Antonio Notari è confermato nell'incarico di commissario governativo coi poteri di cui all'art. 24 del decreto legislativo 7 maggio 1948, n. 1235, e con carico di sottoporre alla preventiva cognizione del Ministero dell'agricoltura e delle foreste ogni eventuale atto di disposizione.

Art. 2.

Al suddetto commissario sono conferiti altresì i poteri dell'assemblea generale dei soci per quanto concerne la approvazione del bilancio dell'esercizio 1948 ed il riparto utili. Le relative deliberazioni dovranno essere sottoposte alla definitiva approvazione del Ministero della agricoltura e delle foreste.

Art. 3.

Entro il termine stabilito nell'art. 1 del presente decreto il commissario governativo dovrà provvedere a convocare le assemblee parziali e generale per la elezione dei normali organi amministrativi del Consorzio e per l'approvazione del bilancio dell'esercizio 1949.

Roma, addì 26 dicembre 1949

Il Ministro: SEGNI

(5195)

DECRETO MINISTERIALE 4 gennaio 1950.

Composizione del Collegio dei revisori dei conti dell'Istituto cotoniero italiano, per l'esercizio finanziario 1° gennaio - 31 dicembre 1950.

IL MINISTRO PER L'INDUSTRIA E COMMERCIO
AD INTERIM

Visto il regio decreto-legge 3 marzo 1934, n. 291, modificato con il regio decreto-legge 16 dicembre 1935, n. 2344, convertito nella legge 16 aprile 1936, n. 1089, riguardante il conferimento della personalità giuridica all'Istituto cotoniero italiano;

Visto il regio decreto 29 marzo 1934, n. 512, modificato con regio decreto 18 maggio 1936, n. 1095, che approva lo statuto dell'Istituto medesimo;

Viste le designazioni fatte dal Ministero del tesoro e dall'Associazione cotoniera italiana;

Decreta:

Il Collegio dei revisori dei conti dell'Istituto cotoniero italiano, per l'esercizio finanziario 1° gennaio-31 dicembre 1950, è composto come segue:

dott. Salvatore Mercadante, in rappresentanza del Ministero dell'industria e del commercio;

dott. Pompilio Pasquale, in rappresentanza del Ministero del tesoro;

dott. Emilio Bettoni, in rappresentanza dell'Associazione cotoniera italiana.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 4 gennaio 1950

Il Ministro ad interim: BERTONE

(60)

RELAZIONE e DECRETO PREFETTIZIO 15 settembre 1949.

Proroga della gestione commissariale del comune di Roccagorga.

Con decreto del Presidente della Repubblica 18 marzo 1949, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* 7 aprile 1949, n. 80, venne sciolto il Consiglio comunale di Roccagorga e nominato commissario straordinario il vice prefetto ispettore dott. Francesco Vecchi, il quale assunse la carica il 15 giugno 1949.

L'Amministrazione ordinaria di detto Comune venne sciolta a termini dell'art. 323 del testo unico della legge comunale e provinciale 4 febbraio 1915, n. 148, per gravi irregolarità commesse e per violazione di obblighi di legge, nonostante numerosi inviti e diffide fatti.

Il commissario straordinario ha dovuto affrontare la sistemazione di vari gravi problemi interessanti l'ente, rimasti insoluti e parte dei quali voluti dall'Amministrazione elettiva per il persistente disinteresse nel governo della cosa pubblica e la palese resistenza ai suggerimenti dell'autorità governativa.

Per il completo riordinamento delle finanze comunali, sopratutto nel campo tributario, occorre che sia accordata una proroga al prescritto termine per la gestione straordinaria.

Infatti, il commissario ha iniziato i numerosi accertamenti per l'applicazione, secondo i più retti dettami giuridici e amministrativi, dei tributi comunali che precedentemente o erano trascurati del tutto ovvero applicati caoticamente, generando gravi sperequazioni.

Analoga azione sta svolgendo per la revisione delle tariffe delle imposte di consumo in ordine alle quali è in corso di esame una vertenza con la ditta appaltatrice, che se portata alla cognizione dell'autorità giudiziaria potrebbe, con ogni probabilità, risolversi sfavorevolmente per il Comune.

Per i suddetti motivi si rende quindi necessario prorogare la gestione commissariale, in considerazione anche che la nuova amministrazione non potrebbe portare con rapidità a compimento i vari affari in sospeso

A quanto sopra si provvede con l'unito decreto emesso in conformità del combinato disposto degli articoli 103 del regio decreto 30 dicembre 1923, n. 2839, e 25 della legge 9 giugno 1947, n. 530.

Il prefetto: LIMONE

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI LATINA

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 18 marzo 1949, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* 7 aprile 1949, n. 80, con il quale venne sciolto il Consiglio comunale di Roccagorga e fu nominato commissario straordinario per l'amministrazione provvisoria del Comune il vice prefetto ispettore dott. Francesco Vecchi;

Visti gli articoli 103 del decreto-legge 30 dicembre 1923, n. 2839, e 25 della legge 9 giugno 1947, n. 530;

Decreta:

La gestione commissariale per l'amministrazione provvisoria del comune di Roccagorga (Latina) è prorogata di mesi tre.

Il vice prefetto ispettore dott. Francesco Vecchi è confermato nella carica di commissario straordinario.

Latina, addì 15 settembre 1949

Il prefetto: LIMONE

(5109)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA

Trasferimento di notai

Con decreto Ministeriale del 3 gennaio 1950:

Giustozzi Alceo, notaio residente nel comune di Treia, distretto notarile di Macerata, è traslocato nel comune di Tolentino, stesso distretto;

Severini Nicola, notaio residente nel comune di Barletta, distretto notarile di Trani, è traslocato nel comune di Canosa di Puglia, stesso distretto;

Moresini Ildebrando, notaio residente nel comune di Bovolone, distretto notarile di Verona, è traslocato nel comune di Verona.

(69)

MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

Vacanza della cattedra di ostetricia e ginecologia presso la Facoltà di medicina veterinaria dell'Università statale di Milano.

Ai sensi e per gli effetti dell'art. 3 del decreto legislativo luogotenenziale 5 aprile 1945, n. 238, si comunica che presso la Facoltà di medicina veterinaria dell'Università di Milano è vacante la cattedra di ostetricia e ginecologia, cui la Facoltà stessa intende provvedere mediante trasferimento.

Gli aspiranti a detto trasferimento dovranno presentare le proprie domande direttamente al preside della Facoltà interessata entro trenta giorni dalla pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

(73)

Vacanza della cattedra di storia medioevale e moderna presso la Facoltà di lettere e filosofia dell'Università di Genova.

Ai sensi e per gli effetti di cui all'art. 3 del decreto legislativo luogotenenziale 5 aprile 1945, n. 238, si comunica che presso la Facoltà di lettere e filosofia dell'Università di Genova è vacante la cattedra di storia medioevale e moderna, cui la Facoltà stessa intende provvedere mediante trasferimento.

Gli aspiranti a detto trasferimento dovranno presentare le proprie domande direttamente al preside della Facoltà interessata entro trenta giorni dalla pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

(74)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

Diffida per smarrimento di ricevute di titoli del Debito pubblico

(3ª *pubblicazione*). Elenco n. 17

Si notifica che è stato denunziato lo smarrimento delle sottoindicate ricevute relative a titoli di Debito pubblico presentati per operazioni.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 1418 — Data: 30 maggio 1949 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Tesoreria provinciale di Udine — Intestazione: Marciano Dino fu Francesco — Titoli del Debito pubblico: Prestito della ricostruzione — Capitale L. 10.000.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 703 — Data: 16 maggio 1949 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Tesoreria provinciale di Genova — Intestazione: Giraldi Marina di Camillo — Titoli del Debito pubblico: Prestito della ricostruzione — Capitale L. 2000.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 1459 — Data: 10 giugno 1949 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Tesoreria provinciale di Udine — Intestazione Berletti Giuseppe fu Luigi — Titoli del Debito pubblico: Prestito della ricostruzione — Capitale L. 9000.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 826 — Data: 22 giugno 1949 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Tesoreria provinciale di Savona — Intestazione: Botrini Raimondo fu Clemente — Titoli del Debito pubblico: Prestito della ricostruzione — Capitale L. 1000.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 164 — Data: 16 marzo 1949 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Tesoreria provinciale di Ferrara — Intestazione Felloni Giorgio fu Armando — Titoli del Debito pubblico: Prestito della ricostruzione — Capitale L. 1000

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 105 — Data: 26 agosto 1943 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Tesoreria provinciale di Roma — Intestazione: Banca del lavoro Roma — Titoli del Debito pubblico: Buoni del Tesoro novennali 5 % (1950) — Capitale L. 10.000.

Numero ordinale portato dalla ricevuta 162 — Data: 23 febbraio 1949 — Ufficio che rilasciò la ricevuta Intendenza di finanza di Torino — Intestazione: Biette Angelo fu Francesco — Titoli del Debito pubblico: Rendita 5 %, nominativi 1 — Rendita L. 50

Numero ordinale portato dalla ricevuta 13 — Data: 11 dicembre 1947 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Tesoreria provinciale di Siracusa — Intestazione: Scipione Michele fu Giuseppe — Titoli del Debito pubblico: Prestito redimibile 5 % — Capitale L 5600.

Numero ordinale portato dalla ricevuta 9 — Data 20 febbraio 1946 — Ufficio che rilasciò la ricevuta Tesoreria provinciale di Massa — Intestazione: Banca nazionale del lavoro di Carrara — Titoli del Debito pubblico: quietanze esattoriali — Capitale L 600

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 352 — Data: 8 gennaio 1949 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Tesoreria provinciale di Salerno — Intestazione: Saulle Aniello fu Fedele — Titoli del Debito pubblico Prestito redimibile 3,50 % (1934), al portatore 11 — Capitale L 26 000

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 314 — Data: 15 dicembre 1948 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Tesoreria provincia di Bari — Intestazione Pascale Giovanni fu Donato — Titoli del Debito pubblico Prestito redimibile 3,50 % (1934), al portatore 10 - Capitale L 5000

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 311 — Data: 2 ottobre 1948 — Ufficio che rilasciò la ricevuta Intendenza di finanza di Torino — Intestazione Danesino Cesare fu Luigi — Titoli del Debito pubblico: Cons. 3,50 % 1906), nominativi 2 — Rendita L 7080.50.

A termini dell'art. 230 del regolamento 19 febbraio 1911, n. 298, si diffida chiunque possa avervi interesse, che trascorso un mese dalla data della prima pubblicazione del presente avviso senza che sieno intervenute opposizioni, saranno consegnati a chi di ragione i nuovi titoli provenienti dalla eseguita operazione, senza obbligo di restituzione della relativa ricevuta, la quale rimarrà di nessun valore.

Roma, addì 7 dicembre 1949

Il direttore generale: DE LIGUORO

(4916)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO DIVISIONE X PORTAFOGLIO

N. 6

CAMBI VALUTARI (Esportazione)

Cambi di chiusura del 10 gennaio 1950

	Dollaro	Franco svizzero
Borsa di Bologna	624,25	145,25
» Firenze	624,50	145,25
» Genova	623,75	145 —
» Milano	624,68	145,20
» Napoli	624,50	144 —
» Roma	624,50	145,30
» Torino	624,75	145 —
» Trieste	624,625	145,20
» Venezia	624,25	145,25

Media dei titoli del 10 gennaio 1950

Rendita 3,50 % 1906	78 —
Id. 3,50 % 1902	73,70
Id. 3 % lordo	47,60
Id. 5 % 1935	99,60
Redimibile 3,50 % 1934	75,075
Id. 3,50 % (Ricostruzione) (con tagliando)	74,15
Id. 3,50 % (Ricostruzione) (ex tagliando)	73,45
Id. 5 % (Ricostruzione)	96,025
Id. 5 % 1936	94,15
Buoni del Tesoro 5 % (15 febbraio 1950)	101,20
Id. 5 % (15 settembre 1950)	101,15
Id. 5 % quinq. 1950 (3ª serie)	101,05
Id. 5 % quinq. 1950 (4ª serie)	101,05
Id. 5 % (15 aprile 1951)	101,30
Id. 4 % (15 settembre 1951)	99,50
Id. 5 % convertiti 1951	101,075

Il contabile del Portafoglio dello Stato
DI CRISTINA

UFFICIO ITALIANO DEI CAMBI

Contrattazione cambi

Quotazioni medie ai sensi del decreto-legge 19 settembre 1949, n. 632, valide per il giorno 10 gennaio 1950:

1 dollaro U.S.A.	L. 624,59
1 franco svizzero	» 145,25

Cambi di compensazione vigenti

(Valevoli ai sensi degli accordi esistenti con i singoli Paesi)

Belgio	L. 12,71	per franco belga
Francia	» 1,81	» franco francese
Norvegia (c/nuovo)	» 87,38	» corona norvegese
Svezia (c/speciale)	» 120,62	» corona svedese
Svizzera c/spese portuali, transito, trasferimenti vari e c/ compensazione extra compensazione)	» 144,39	» franco svizzero

COMITATO INTERMINISTERIALE PER IL CREDITO ED IL RISPARMIO

Estratto del verbale di nomina del presidente del Comitato di sorveglianza della Cassa rurale ed artigiana di Goni, società cooperativa in nome collettivo con sede in Goni (Cagliari), in liquidazione coatta.

Nella seduta tenuta il 20 novembre 1949 dal Comitato di sorveglianza della Cassa rurale ed artigiana di Goni, in liquidazione coatta, con sede in Goni (Cagliari), il sig. Pietro Ferreli fu Antonio è stato eletto presidente del Comitato stesso, ai sensi dell'art. 67 del regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375 e successive modificazioni, in sostituzione del sig. Carlo Delussu fu Cosimo.

(19)

CONCORSI ED ESAMI

MINISTERO DELL'INTERNO

Graduatoria degli idonei al concorso di segretario capo di 1ª classe del comune di Sesto San Giovanni, indetto con decreto Ministeriale 1° settembre 1948.

IL MINISTRO PER L'INTERNO

Visto l'avviso di concorso in data 1° settembre 1948 per il conferimento del posto di segretario capo di 1ª classe del comune di Sesto San Giovanni;

Visto il decreto Ministeriale in data 16 luglio 1949, con il quale è stata costituita la Commissione giudicatrice di detto concorso;

Vista la graduatoria di merito formata dalla Commissione stessa e riconosciuta la regolarità del procedimento del concorso;

Vista la legge 27 giugno 1942, n. 851; ed il regio decreto 21 marzo 1929, n. 371;

Decreta:

E' approvata la graduatoria dei candidati idonei al posto di segretario capo di 1ª classe del comune di Sesto San Giovanni nell'ordine come appresso indicato:

1. Furioli Ettore	punti	141 —	su 174
2. Boaretto Francesco	»	127 —	»
3. De Camelis Gaetano	»	126,50	»
4. Di Capua Matteo	»	125,50	»
5. Massucco Dante	»	124,50	»
6. Vassalini Giuseppe	»	123 —	»
7. Marchica Gaetano	»	121 —	»
8. Ellena Giovanni	»	120 —	»
9. Baraldi Dario	»	119,50	»
10. Canilli Carlo	»	118 —	»
11. Buccheri Bruno	»	117 —	»
12. Mazzoni Francesco	»	116,50	»
13. L'Abbadessa Giuseppe	»	114,50	»
14. Romiti Giovanni	»	114 —	»
15. Romagnoli Enrico	»	113,50	»
16. Sangiorgio Carlo	»	113 —	»
17. Brunetti Giulio	»	112,50	»
18. Castronuovo Giovanni	»	112 —	»
19. Ferri Giovanni	»	112 —	»
20. Russo Giovanni	»	111 —	»
21. Lanzara Andrea	»	110 —	»
22. Fiorentin Antonio	»	109,50	»
23. Del Bene Giovanni	»	109 —	»
24. Mazzoni Giulio	»	108 —	»
25. Calabro Vincenzo	»	107 —	»
26. Maggini Igino	»	106,50	»
27. Vivalda Alessandro	»	106 —	»
28. Perta Angelo	»	105,50	»
29. Zito Ludovico	»	105 —	»
30 Tossi Carlo	»	104 —	»
31. Castiglione Michele	»	103 —	»
32. Conte Paolo	»	102,50	»
33. Chetta Antonino	»	102 —	»
34. Ghiani Paolo	»	101,50	»
35. Ferro Girolamo	»	101,50	»
36. Sala Tenna G. Battista	»	101,50	»
37. Natale Antonino	»	101 —	»
38. Montanaro Pierino	»	101 —	»
39. Sgrò Pietro	»	99,50	»
40. Cantarin Giulio	»	99 —	»
41. Rianò Enrico	»	98 —	»
42. Lucchese Cosimo	»	96,50	»
43. Pasqualis Marcello	»	96 —	»

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e nel Foglio annunzi legali della provincia di Milano.

Roma, addì 27 dicembre 1949

p. *Il Ministro*: MARAZZA

(78)

Costituzione della Commissione esaminatrice del concorso a quindici posti di volontario vice commissario aggiunto di pubblica sicurezza.

IL MINISTRO PER L'INTERNO

Visto il decreto Ministeriale 15 agosto 1949, registrato alla Corte dei conti il 25 successivo, registro Interno n. 26, foglio n. 55, con cui è stato indetto un concorso per esami per il conferimento di quindici posti di volontario vice commissario aggiunto di pubblica sicurezza;

Ritenuto che occorre nominare la Commissione esaminatrice ai sensi dell'art. 14 del regolamento approvato con regio decreto 20 agosto 1909, n. 666;

Decreta:

La Commissione esaminatrice del concorso per esami per il conferimento di quindici posti di volontario vice commissario aggiunto di pubblica sicurezza è costituita come segue:

Presidente:

Aru prof. dott. Luigi, consigliere di Stato.

Componenti:

Argento dott. Filippo, consigliere Corte dei conti;

Manca dott. Pietro, sostituto procuratore generale d'appello;

Santoro comm. Leone Ferdinando, direttore capo Divisione personale di pubblica sicurezza;

Bilancia dott. Francesco, direttore capo Divisione polizia.

Il consigliere Berardengo dott. Giovanni, addetto alla Divisione personale di pubblica sicurezza, eserciterà le funzioni di segretario della Commissione.

Il presente decreto sarà comunicato alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 24 novembre 1949

p. *Il Ministro*: MARAZZA

Registrato alla Corte dei conti, addì 29 *dicembre* 1949
Registro Interno n. 36, *foglio n.* 376. — VILLA

(5201)

Diario delle prove scritte del concorso a quindici posti di volontario vice commissario aggiunto di pubblica sicurezza, indetto con decreto Ministeriale 15 agosto 1949.

IL MINISTRO PER L'INTERNO

Visto il decreto Ministeriale 15 agosto 1949, registrato alla Corte dei conti il 25 successivo, registro n. 26 Interno, foglio n. 55, col quale è stato indetto un concorso per esami a quindici posti di volontario vice commissario aggiunto di pubblica sicurezza;

Ritenuto che occorre stabilire i giorni in cui dovranno aver luogo le quattro prove scritte d'esame;

Visto il testo unico delle leggi sugli ufficiali ed agenti di pubblica sicurezza 31 agosto 1907, n. 690, ed il relativo regolamento approvato con regio decreto 20 agosto 1909, n. 666;

Visto il regio decreto-legge 9 gennaio 1927, n. 33, ed il regio decreto 17 novembre 1932, n. 1595, recanti modificazioni all'ordinamento del personale di pubblica sicurezza;

Visto l'art. 32 del regio decreto 30 dicembre 1923, n. 2960, sullo stato giuridico degli impiegati civili dell'Amministrazione statale;

Decreta:

Le prove scritte del concorso per esami a quindici posti di volontario vice commissario aggiunto di pubblica sicurezza, indetto con decreto Ministeriale 15 agosto 1949, avranno luogo in Roma, nei locali del Palazzo degli Esami, via Girolamo Induno n. 1, nei giorni 1, 2, 3 e 4 febbraio 1950, alle ore otto.

Roma, addì 19 dicembre 1949

p. *Il Ministro*: MARAZZA

(5202)

GIOLITTI GIUSEPPE, *direttore* SANTI RAFFAELE, *gerente*

Roma Istituto Poligrafico dello Stato G. C.